

Se rassembler pour résister à la casse sociale

Lors de son show télévisé du 15 septembre 2013, François Hollande s'est félicité d'être « *le président des entreprises* ». Derrière cette déclaration, une politique favorable aux patrons, aux détenteurs du capital, et rien pour les travailleurs et travailleuses.

Les faits sont là : le Président « socialiste » a choisi son camp, poursuivant la politique de Nicolas Sarkozy, avec quelques nuances minimales. La TVA, qui est le plus injuste des impôts, car il frappe plus lourdement les classes populaires, va passer de 19,6% à 20 % : Sarkozy avait prévu 21,6%, Hollande limite donc la hausse... C'est ça le changement !

La liste des cadeaux au MEDEF est longue : 20 milliards au titre de la compétitivité, loi issue de l'accord signé par la CFDT qui permet aux chefs d'entreprise de flexibiliser le temps de travail, le salaire et de licencier encore plus facilement, nouvelle contre-réforme des retraites qui aggrave la logique des précédentes, etc.

Côté monde du travail les coups pleuvent : plus de 5 millions de chômeurs,

baisse continue des salaires et des pensions, des retraites à la baisse et toujours plus difficiles à atteindre, liquidation progressive de la Sécurité sociale, etc.

Dans tous les pays de l'Union européenne, une même politique d'austérité permanente est imposée aux peuples et les alternances droite-gauche ou vice-versa masquent la continuité de l'offensive néolibérale. En Grèce, en Espagne, les effets sont dramatiques, constituant un terrain propice aux partis d'extrême-droite voire ouvertement fascistes comme Aube dorée en Grèce qui agresse les immigré-e-s et les militants de gauche. Enfin, le développement capitaliste entame toujours plus les ressources naturelles, sans se soucier des catastrophes écologiques qui risquent d'être de plus en plus nombreuses.

Face à ces politiques, il est nécessaire de se mobiliser et de faire entendre notre voix pour imposer d'autres choix de société. Parce que l'unité fera notre force, **Alternative Libertaire** et le **Nouveau Parti Anticapitaliste** vous invitent à venir débattre, à Bobigny, de la construction d'un front anticapitaliste, afin de rassembler et d'amplifier la résistance à la casse sociale !

Réunion-Débat à Bobigny Le Jeudi 21 novembre 2013 à 18 heures 30

Salle Libération

142 avenue Jean Jaurès (station de tramway : Libération)

Alternative Libertaire

www.libertaires93.org

al93@alternativelibertaire.org

Nouveau Parti Anticapitaliste

www.npa2009.org

npabobigny@gmail.com

Les Roms sont des immigrés comme les autres

Ils sont à peine 20 000 à vivre en bidonvilles en France depuis quelques années. Ils fuient la misère et les discriminations qu'ils subissent dans leurs pays, principalement la Roumanie et la Bulgarie. Comme tous les immigrés ils rêvent d'un avenir meilleur pour leurs familles. Si chaque commune de région parisienne décidait d'accueillir une famille il n'y aurait pas assez de Roms pour tout le monde !

Le paradoxe c'est qu'ils sont citoyens européens. A ce titre ils ont le droit de vote aux élections municipales et européennes ! Et en même temps il leur est interdit de travailler jusqu'en janvier prochain...

Comme pour tous les immigrés leur arrivée en France est difficile. Apprendre la langue, trouver un travail (forcément au noir), trouver un logement, comprendre les fonctionnements de l'administration... Alors comme tant d'algériens et de portugais dans les années 1950-1970 ils commencent en bidonville. Comme tant d'africains qui ont connu les foyers surpeuplés des années 80-90 ils vivent entassés mais dans une solidarité familiale qui protège.

La politique des gouvernements Sarkozy et Hollande est une honte et un échec. L'acharnement à détruire les bidonvilles sans solution de relogement aggrave la misère, retarde les scolarisations, empêche le suivi des soins. Les maires jouent à expulser comme on joue au ping-pong. Au mépris des droits élémentaires des enfants et de leurs parents.

A l'inverse de cette politique de répression, il est urgent de développer une vraie politique d'accueil et d'intégration. Puisqu'ils sont là et qu'ils ne repartiront pas. Il faut bien comprendre la misère qu'ils vivaient dans leurs pays pour qu'ils trouvent préférable de vivre ici dans les conditions qui leurs sont faites !

De ce point de vue la mairie de Bobigny n'est pas la pire. Fidèle à une tradition d'accueil et de solidarité elle refuse de demander l'expulsion des terrains appartenant à la Ville. C'est bien. Mais il faut lui arracher pieds à pieds les conditions matérielles permettant une intégration minimum : toilettes, eau, poubelles... Sans ces conditions minimum de propreté, les voisins des bidonvilles sont vite manipulés par la droite et les amis de Lagarde

dont les tracts incitent au racisme. Le collectif de soutien aux Roms de Bobigny mène un gros de travail de solidarité et de mobilisation. Vous pouvez vous aussi rejoindre la solidarité et la dignité. Pour prendre contact : bondy-noisy-rosny@ldh-france.org

Usine de TMB-Méthanisation : Restons mobilisés

Alors que le projet était tout ficelé avec l'accord des élus concernés d'Est-Ensemble et de Paris, la mobilisation initiée par l'association ARIVEM a permis de bloquer, au moins provisoirement, la construction sur le site de l'actuelle déchetterie d'une usine de tri mécano-biologique.

Les sites existants sont en effets à la fois source de puanteurs et de dangers. Ils sont de surcroît technologiquement mauvais en produisant des composts inutilisables pour une agriculture paysanne. Le coût de ces usines, au seul profit des capitalistes, est exorbitant pour la collectivité. Le préfet a stoppé le projet mais la société privée qui gère l'usine a fait appel de la décision.

Le récent incendie à l'usine de TMB de Fos-sur-Mer vient encore une fois démontrer la nécessité d'abandonner ce type d'usines au profit d'un véritable tri à la source.

Pour en savoir plus consultez le site de l'association : www.arivem.free.fr

Rythmes scolaires

Alors qu'un nouvel appel à la grève dans le 93 contre la réforme des rythmes scolaires à lieu ce 14 novembre, il est urgent qu'enseignants et parents de Bobigny s'emparent du problème. Une réforme des rythmes est sûrement nécessaire. Mais celle du gouvernement dépourvue des financements et des personnels adéquats n'est pas une solution. La mairie de Bobigny a commencé des discussions autour du passage en 4 jours et demi. Vu les problèmes rencontrés dans les villes qui ont choisi d'appliquer dès cette année (Bondy, Aubervilliers...) la plus grande vigilance est de mise.

Et le retrait de cette réforme bâclée reste l'objectif !

Plus d'infos : www.sudeduccreteil.org